

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 95 — 120

30 JUIN 1994. — Loi relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Il est inséré dans le Code pénal, au livre II, titre IV, un chapitre *Vbis* intitulé « Des écoutes, de la prise de connaissance et de l'enregistrement de communications et de télécommunications privées » et comprenant un article 259*bis* rédigé comme suit :

« Art. 259*bis*. § 1er. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cinq cents francs à vingt mille francs ou d'une de ces peines seulement, tout officier ou fonctionnaire public, dépositaire ou agent de la force publique qui, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, hors les cas prévus par la loi ou sans respecter les formalités qu'elle prescrit :

1° soit, intentionnellement, à l'aide d'un appareil quelconque, écoute ou fait écouter, prend connaissance ou fait prendre connaissance, enregistre ou fait enregistrer, pendant leur transmission, des communications ou des télécommunications privées, auxquelles il ne prend pas part, sans le consentement de tous les participants à ces communications ou télécommunications;

2° soit, avec l'intention de commettre une des infractions mentionnées ci-dessus, installe ou fait installer un appareil quelconque;

3° soit, sciemment, détient, révèle ou divulgue à une autre personne le contenu de communications ou de télécommunications privées, illégalement écoutées ou enregistrées, ou dont il a pris connaissance illégalement, ou utilise sciemment d'une manière quelconque une information obtenue de cette façon.

§ 2. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cinq cents francs à trente mille francs ou d'une de ces peines seulement, tout officier ou fonctionnaire public, dépositaire ou agent de la force publique qui, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, hors les cas prévus par la loi ou sans respecter les formalités qu'elle prescrit, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, utilise un enregistrement, légalement effectué, de communications ou de télécommunications privées.

§ 3. La tentative de commettre une des infractions visées aux §§ 1er ou 2 est punie comme l'infraction elle-même.

§ 4. Les peines prévues aux §§ 1er, 2 et 3 sont doublées si une infraction à l'une de ces dispositions est commise dans les cinq ans à compter du prononcé d'un jugement ou d'un arrêt, passés en force de chose jugée, portant condamnation en raison de l'une de ces infractions ou de l'une des infractions visées à l'article 314*bis*, §§ 1er, 2 ou 3. »

(1) *Session ordinaire 1993-1994.*

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi n° 843/1 du 1er septembre 1993. — Rapport n° 843/2 de M. Erdman. — Amendements n° 843/3 et 4.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séances des 25 et 26 mai 1994. — Adoption. Séance du 26 mai 1994.

*Session ordinaire 1993-1994.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi n° 1450/1. — Rapport n° 1450/3 de M. Beaufays. — Amendement n° 1450/2. — Texte adopté par la commission de la Justice : 8 juin 1994.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 21 juin 1994. — Articles corrigés en séance, n° 1450/4. — Adoption. Séance du 21 juin 1994.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 95 — 120

30 JUNI 1994. — Wet ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het afluisteren, kennismaken en openen van privé-communicatie en -telecommunicatie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In het Strafwetboek, boek II, titel IV, wordt een hoofdstuk *Vbis* ingevoegd met als opschrift « Afluisteren, kennismaken en openen van privé-communicatie en -telecommunicatie » en bestaande uit een artikel 259*bis*, luidende :

« Art. 259*bis*. § 1. Met gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en met geldboete van vijfhonderd frank tot twintigduizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft ieder openbaar officier of ambtenaar, drager of agent van de openbare macht die, naar aanleiding van de uitoefening van zijn bediening, buiten de gevallen die de wet bepaalt of zonder inachtneming van de vormen die zij voorschrijft :

1° ofwel, opzettelijk, met behulp van enig toestel privé-communicatie of -telecommunicatie, waaraan hij niet deelneemt, tijdens de overbrenging ervan, afluistert of doet afluisteren, er kennis van neemt of doet van nemen, opneemt of doet opnemen, zonder de toestemming van alle deelnemers aan die communicatie of telecommunicatie;

2° ofwel, met het opzet een van de hierboven omschreven misdrijven te plegen, enig toestel opstelt of doet opstellen;

3° ofwel, wetens, de inhoud van privé-communicatie of -telecommunicatie die onwettig afgeluisterd of opgenomen is of waarvan onwettig kennis genomen is, onder zich houdt, aan een andere persoon onthult of verspreidt, of wetens enig gebruik maakt van een op die manier verkregen inlichting.

§ 2. Met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van vijfhonderd frank tot dertigduizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft ieder openbaar officier of ambtenaar, drager of agent van de openbare macht die, naar aanleiding van de uitoefening van zijn bediening, buiten de gevallen die de wet bepaalt of zonder inachtneming van de vormen die zij voorschrijft, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk te schaden, gebruik maakt van een wettig gemaakte opname van privé-communicatie of -telecommunicatie.

§ 3. Poging tot het plegen van een der misdrijven bedoeld in § 1 of § 2 wordt gestraft zoals het misdrijf zelf.

§ 4. De straffen gesteld in de §§ 1, 2 en 3 worden verdubbeld indien een overtreding van een van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak van een vonnis of een arrest houdende veroordeling wegens een van die strafbare feiten of wegens een van de strafbare feiten beoogd in artikel 314*bis*, §§ 1, 2 of 3, dat in kracht van gewijsde is gegaan. »

*Gewone zitting 1993-1994.*

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp nr. 843/1 van 1 september 1993. — Verslag nr. 843/2 door de heer Erdman. — Amendementen nr. 843/3 en 4.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergaderingen van 25 en 26 mei 1994. — Aanneming. Vergadering van 26 mei 1994.

*Gewone zitting 1993-1994.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp nr. 1450/1. — Verslag nr. 1450/3 door de heer Beaufays. — Amendement nr. 1450/2. — Tekst aangenomen door de commissie voor de Justitie : 8 juni 1994.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 21 juni 1994. — Artikelen verbeterd tijdens de vergadering, nr. 1450/4 — Aanneming. Vergadering van 21 juni 1994.

**Art. 2.** Il est inséré dans le Code pénal, au livre II, titre V, un chapitre VIIbis intitulé « Infractions relatives au secret des communications et des télécommunications privées » et comprenant un article 314bis rédigé comme suit :

« Art. 314bis. § 1er. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de deux cents francs à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque :

1° soit, intentionnellement, à l'aide d'un appareil quelconque, écoute ou fait écouter, prend connaissance ou fait prendre connaissance, enregistre ou fait enregistrer, pendant leur transmission, des communications ou des télécommunications privées, auxquelles il ne prend pas part, sans le consentement de tous les participants à ces communications ou télécommunications;

2° soit, avec l'intention de commettre une des infractions mentionnées ci-dessus, installe ou fait installer un appareil quelconque.

§ 2. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cinq cents francs à vingt mille francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque détient, révèle ou divulgue sciemment à une autre personne le contenu de communications ou de télécommunications privées, illégalement écoutées ou enregistrées, ou dont il a pris connaissance illégalement, ou utilise sciemment d'une manière quelconque une information obtenue de cette façon.

Sera puni des mêmes peines quiconque, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, utilise un enregistrement, légalement effectué, de communications ou de télécommunications privées.

§ 3. La tentative de commettre une des infractions visées aux §§ 1er ou 2 est punie comme l'infraction elle-même.

§ 4. Les peines prévues aux §§ 1er, 2 et 3 sont doublées si une infraction à l'une de ces dispositions est commise dans les cinq ans à compter du prononcé d'un jugement ou d'un arrêt, passés en force de chose jugée, portant condamnation en raison de l'une de ces infractions ou de l'une des infractions visées à l'article 259bis, §§ 1er, 2 ou 3. »

**Art. 3.** Il est inséré dans le livre Ier du Code d'instruction criminelle, au chapitre VI, section II, distinction II, un § 6, intitulé « Des écoutes, de la prise de connaissance et de l'enregistrement de communications et de télécommunications privées » et comprenant les articles 90ter à 90decies, rédigés comme suit :

« Art. 90ter. § 1er. Lorsque les nécessités de l'instruction l'exigent, le juge d'instruction peut, à titre exceptionnel, écouter, prendre connaissance et enregistrer, pendant leur transmission, des communications ou des télécommunications privées, s'il existe des indices sérieux que le fait dont il est saisi constitue une infraction visée par l'une des dispositions énumérées au § 2, et si les autres moyens d'investigation ne suffisent pas à la manifestation de la vérité.

La mesure de surveillance ne peut être ordonnée qu'à l'égard soit de personnes soupçonnées, sur la base d'indices précis, d'avoir commis l'infraction, soit à l'égard des moyens de communication ou de télécommunication régulièrement utilisés par un suspect, soit à l'égard des lieux présumés fréquentés par celui-ci. Elle peut l'être également à l'égard de personnes présumées, sur la base de faits précis, être en communication régulière avec un suspect.

§ 2. Les infractions pouvant justifier une mesure de surveillance sont celles qui sont visées :

- 1° aux articles 101 à 110 du Code pénal;
- 2° aux articles 327, 328, 329 ou 330 du même Code, pour autant qu'une plainte ait été déposée;
- 3° à l'article 331bis du même Code;
- 4° à l'article 347bis du même Code;
- 5° aux articles 379, 380, 380bis ou 380ter du même Code;
- 6° à l'article 393 du même Code;
- 7° aux articles 394 ou 397 du même Code;
- 8° aux articles 470, 471 ou 472 du même Code;
- 9° à l'article 475 du même Code;
- 10° aux articles 477, 477bis, 477ter, 477quater, 477quinquies, 477sexies ou 488bis du même Code;
- 11° à l'article 505, alinéa premier, 2°, du même Code;
- 12° aux articles 510, 511, alinéa premier ou 516 du même Code;
- 13° à l'article 520 du même Code, si les circonstances visées par les articles 510 ou 511, alinéa premier, du même Code sont réunies;

14° à l'article 2bis, § 3, b ou § 4, b, de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques;

**Art. 2.** In het Strafwetboek, boek II, titel V, wordt een hoofdstuk VIIbis ingevoegd met als opschrift « Misdrijven betreffende het geheim van privé-communicatie en -telecommunicatie » en bestaande uit een artikel 314bis, luidende :

« Art. 314bis. § 1. Met gevangenisstraf van zes maanden tot één jaar en met geldboete van tweehonderd frank tot tienduizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die :

1° ofwel, opzettelijk, met behulp van enig toestel privé-communicatie of -telecommunicatie, waaraan hij niet deelneemt, tijdens de overbrenging ervan, af luistert of doet af luisteren, er kennis van neemt of doet van nemen, opneemt of doet opnemen, zonder de toestemming van alle deelnemers aan die communicatie of telecommunicatie;

2° ofwel, met het opzet een van de hierboven omschreven misdrijven te plegen, enig toestel opstelt of doet opstellen.

§ 2. Met gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en met geldboete van vijfhonderd frank tot twintigduizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij, die wetens, de inhoud van privé-communicatie of -telecommunicatie die onwettig afgeluistert of opgenomen is of waarvan onwettig kennis genomen is, onder zich houdt, aan een andere persoon onthult of verspreidt, of wetens enig gebruik maakt van een op die manier verkregen inlichting.

Met dezelfde straffen wordt gestraft hij die, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk te schaden, gebruik maakt van een wettig gemaakte opname van privé-communicatie of -telecommunicatie.

§ 3. Poging tot het plegen van een der misdrijven bedoeld in § 1 of § 2 wordt gestraft zoals het misdrijf zelf.

§ 4. De straffen gesteld in de §§ 1, 2 en 3 worden verdubbeld indien een overtreding van een van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak van een vonnis of een arrest houdende veroordeling wegens een van die strafbare feiten of wegens een van de strafbare feiten beoogd in artikel 259bis, §§ 1, 2 of 3, dat in kracht van gewijsde is gegaan. »

**Art. 3.** In boek I van het Wetboek van Strafvordering, hoofdstuk VI, afdeling II, onderafdeling II, wordt een § 6 ingevoegd met als opschrift « Afluisteren, kennisnemen en opnemen van privé-communicatie en -telecommunicatie » en bestaande uit de artikelen 90ter tot 90decies, luidende :

« Art. 90ter. § 1. De onderzoeksrechter kan in uitzonderlijke gevallen, wanneer het onderzoek zulks vereist, privé-communicatie of -telecommunicatie, tijdens de overbrenging ervan, afluisteren, er kennis van nemen en opnemen, indien er ernstige aanwijzingen bestaan dat het feit waarvoor hij geëid is een strafbaar feit is, bedoeld in een van de bepalingen opgesomd in § 2, en indien de overige middelen van onderzoek niet volstaan om de waarheid aan de dag te brengen.

De bewakingsmaatregel kan alleen worden bevolen ten aanzien van personen die op grond van precieze aanwijzingen ervan verdacht worden het strafbare feit te hebben gepleegd, ten aanzien van de communicatie- of telecommunicatiemiddelen die geregeld worden gebruikt door een persoon op wie een verdenking rust, of ten aanzien van de plaatsen waar deze vermoed wordt te vertoeven. De maatregel kan eveneens worden bevolen ten aanzien van personen van wie op grond van precieze feiten vermoed wordt dat zij geregeld in verbinding staan met een persoon op wie een verdenking rust.

§ 2. De strafbare feiten die een bewakingsmaatregel kunnen wettigen, zijn die welke bedoeld zijn in :

- 1° de artikelen 101 tot en met 110 van het Strafwetboek;
- 2° de artikelen 327, 328, 329 of 330 van hetzelfde Wetboek, voor zover een klacht is ingediend;
- 3° artikel 331bis van hetzelfde Wetboek;
- 4° artikel 347bis van hetzelfde Wetboek;
- 5° de artikelen 379, 380, 380bis of 380ter van hetzelfde Wetboek;
- 6° artikel 393 van hetzelfde Wetboek;
- 7° de artikelen 394 of 397 van hetzelfde Wetboek;
- 8° de artikelen 470, 471 of 472 van hetzelfde Wetboek;
- 9° artikel 475 van hetzelfde Wetboek;
- 10° de artikelen 477, 477bis, 477ter, 477quater, 477quinquies, 477sexies of 488bis van hetzelfde Wetboek;
- 11° artikel 505, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek;
- 12° de artikelen 510, 511, eerste lid of 516 van hetzelfde Wetboek;
- 13° artikel 520 van hetzelfde Wetboek, indien de omstandigheden bedoeld in de artikelen 510 of 511, eerste lid, van hetzelfde Wetboek verenigd zijn;

14°-artikel 2bis, § 3, b, of § 4, b, van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica;

15° à l'article 114, § 8, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

16° à l'article 10 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente.

§ 3. La tentative de commettre un crime visé au paragraphe précédent peut également justifier une mesure de surveillance.

§ 4. Une infraction, visée aux articles 322 ou 323 du Code pénal, peut également justifier une mesure de surveillance, pour autant que l'association soit formée dans le but de commettre un attentat contre les personnes ou les propriétés visées au § 2.

§ 5. En cas de flagrant délit, le procureur du-Roi peut ordonner la mesure visée au § 1er pour les infractions visées aux articles 347 bis ou 470 du Code pénal.

Dans ce cas, la mesure doit être confirmée dans les 24 heures par le juge d'instruction.

Art. 90quater. § 1er. Toute mesure de surveillance sur la base de l'article 90ter est préalablement autorisée par une ordonnance motivée du juge d'instruction, que celui-ci communique au procureur du Roi.

A peine de nullité, l'ordonnance est datée et indique :

1° les indices ainsi que les faits concrets et propres à la cause qui justifient la mesure conformément à l'article 90ter;

2° les motifs pour lesquels la mesure est indispensable à la manifestation de la vérité;

3° la personne, le moyen de communication ou de télécommunication ou le lieu soumis à la surveillance;

4° la période pendant laquelle la surveillance peut être pratiquée et qui ne peut excéder un mois à compter de la décision ordonnant la mesure;

5° les nom et qualité de l'officier de police judiciaire commis pour l'exécution de la mesure.

§ 2. Si la mesure comporte une opération sur un réseau de communication, l'opérateur de ce réseau est tenu de prêter son concours technique, quand le juge d'instruction le requiert.

Toute personne qui est appelée à prêter son concours technique est tenue au secret de l'instruction. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

§ 3. Le juge d'instruction ne peut commettre pour l'exécution de son ordonnance que des officiers de police judiciaire, lesquels peuvent néanmoins se faire assister par des agents de police judiciaire dont les noms sont préalablement communiqués au juge d'instruction.

Les officiers de police judiciaire commis font rapport par écrit au moins tous les cinq jours au juge d'instruction sur l'exécution de l'ordonnance.

Art. 90quinquies. Le juge d'instruction peut prolonger une ou plusieurs fois les effets de son ordonnance pour un nouveau terme qui ne peut dépasser un mois, avec un maximum de six mois, sans préjudice de sa décision de mettre fin à la mesure dès que les circonstances qui l'ont justifiée ont disparu.

Les dispositions contenues dans l'article 90quater, § 1er, sont applicables à la prolongation visée à l'alinéa précédent. L'ordonnance indique en outre les circonstances précises qui justifient la prolongation de la mesure.

Si des circonstances nouvelles et graves nécessitent les mesures visées à l'article 90ter, le juge d'instruction peut ordonner une nouvelle mesure en observant les formalités définies aux articles 90ter et 90quater, dans ce cas, l'ordonnance doit mentionner les circonstances précises nouvelles et graves qui nécessitent et justifient une nouvelle mesure.

Art. 90sexies. Les enregistrements effectués à la suite des mesures prises en application des articles 90ter, 90quater et 90quinquies, accompagnés de leur transcription et de leur traduction éventuelle, sont transmis au juge d'instruction par les officiers de police judiciaire commis.

Le juge apprécie quelles informations, communications ou télécommunications ainsi recueillies présentent un intérêt pour l'instruction, et en fait dresser procès-verbal.

Les communications ou télécommunications couvertes par le secret professionnel ne sont pas consignées dans le procès-verbal. S'il s'agit de personnes visées à l'article 90octies, premier alinéa, on procède, ainsi qu'il est prévu à l'article 90octies, deuxième alinéa.

15° artikel 114, § 8, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

16° artikel 10 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in- uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie.

§ 3. Poging tot het plegen van een misdrijf bedoeld in de voorgaande paragraaf kan eveneens een bewakingsmaatregel wettigen.

§ 4. Een strafbaar feit, bedoeld in de artikelen 322 of 323 van het Strafwetboek, kan eveneens een bewakingsmaatregel wettigen, voor zover de vereniging gevormd is met het doel een aanslag te plegen tegen de personen of eigendommen bedoeld in § 2.

§ 5. In geval van ontdekking op heterdaad kan de procureur des Konings de maatregel bedoeld in § 1 bevelen voor de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 347 bis of 470 van het Strafwetboek.

In dat geval moet de maatregel binnen 24 uur bevestigd worden door de onderzoeksrechter.

Art. 90quater. § 1. Tot iedere bewakingsmaatregel op grond van artikel 90ter wordt vooraf machtiging verleend bij een met redenen omklede beschikking van de onderzoeksrechter die de beschikking aan de procureur des Konings meedeelt.

Op straffe van nietigheid wordt de beschikking gedagtekend en vermeldt zij :

1° de aanwijzingen en de concrete feiten, eigen aan de zaak, die de maatregel wettigen overeenkomstig artikel 90ter;

2° de redenen waarom de maatregel onontbeerlijk is om de waarheid aan de dag te brengen;

3° de persoon, het communicatie- of telecommunicatiemiddel of de plaats die het voorwerp is van de bewaking;

4° de periode tijdens welke de bewaking kan worden uitgeoefend, welke niet langer mag zijn dan één maand te rekenen van de beslissing waarbij de maatregel wordt bevolen;

5° de naam en de hoedanigheid van de officier van gerechtelijke politie aangewezen voor de uitvoering van de maatregel.

§ 2. Indien de maatregel een bewerking op een communicatienetwerk inhoudt, is de operator van dit netwerk ertoe gehouden zijn technische medewerking te verlenen, wanneer de onderzoeksrechter hierom verzoekt.

Iedere persoon die ertoe wordt geroepen zijn technische medewerking te verlenen, is gebonden door het geheim van het gerechtelijk onderzoek. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 3. De onderzoeksrechter mag voor de tenuitvoerlegging van zijn beschikking alleen officieren van gerechtelijke politie aanwijzen, die zich echter kunnen laten bijstaan door agenten van gerechtelijke politie wier namen vooraf aan de onderzoeksrechter worden meegedeeld.

De aangewezen officieren van gerechtelijke politie brengen ten minste om de vijf dagen schriftelijk verslag uit aan de onderzoeksrechter over de tenuitvoerlegging van de beschikking.

Art. 90quinquies. De onderzoeksrechter kan de uitwerking van zijn beschikking één of meer malen verlengen met een termijn die niet langer mag zijn dan één maand, met een maximum van zes maanden, onverminderd zijn beslissing om aan de maatregel een einde te maken zodra de omstandigheden die deze gewettigd hebben, verdwenen zijn.

De bepalingen vervat in artikel 90quater, § 1, zijn toepasselijk op de verlenging bedoeld in het voorgaande lid. De beschikking vermeldt bovendien de precieze omstandigheden die de verlenging van de maatregel wettigen.

Indien nieuwe en ernstige omstandigheden de maatregelen bedoeld in artikel 90ter noodzakelijk maken, kan de onderzoeksrechter een nieuwe maatregel bevelen, met inachtneming van de formaliteiten omschreven in de artikelen 90ter en 90quater, in dat geval moet de beschikking de precieze nieuwe en ernstige omstandigheden vermelden die een nieuwe maatregel noodzakelijk maken en wettigen.

Art. 90sexies. De opnamen verricht als gevolg van de maatregelen genomen met toepassing van de artikelen 90ter, 90quater en 90quinquies, worden samen met de overschrijving en de eventuele vertaling ervan door de aangewezen officieren van gerechtelijke politie aan de onderzoeksrechter toegezonden.

De rechter beoordeelt welke inlichtingen, communicatie of telecommunicatie, aldus opgevangen, van belang zijn voor het onderzoek en laat hiervan een proces-verbaal opmaken.

De communicatie of telecommunicatie die onder het beroepsgeheim valt, wordt niet opgetekend in het proces-verbaal. Gaat het om personen bedoeld in artikel 90octies, eerste lid, dan wordt ter zake gehandeld zoals bepaald in artikel 90octies, tweede lid.

Les ordonnances du juge d'instruction, les rapports des officiers de police judiciaire visés à l'article 90<sup>quater</sup>, § 3, et les procès-verbaux relatifs à l'exécution de la mesure, sont joints au dossier au plus tard après qu'il soit mis fin à la mesure.

Art. 90<sup>septies</sup>. Les communications ou télécommunications recueillies grâce aux mesures prises en application des articles 90<sup>ter</sup>, 90<sup>quater</sup> et 90<sup>quinquies</sup> sont enregistrées. L'objet de la mesure ainsi que les jours et heures auxquels celle-ci a été exécutée sont enregistrés au début et à la fin de chaque enregistrement qui s'y rapporte.

A l'exception de la transcription intégrale de l'enregistrement, toute note prise dans le cadre de l'exécution des mesures visées à l'alinéa précédent par les personnes commises à cette fin qui n'est pas consignée dans un procès-verbal est détruite. L'officier de police judiciaire commis pour l'exécution de la mesure procède à cette destruction et en fait mention dans un procès-verbal.

Les enregistrements accompagnés de leur transcription intégrale avec traduction éventuelle et des copies des procès-verbaux sont conservés au greffe sous pli scellé.

Le greffier mentionne dans un registre spécial tenu journalièrement :

- le dépôt de chaque enregistrement, ainsi que de sa transcription intégrale avec traduction éventuelle;
- le dépôt de chaque copie de procès-verbal;
- le jour de leur dépôt;
- le nom du juge d'instruction qui a ordonné la mesure et l'objet de celle-ci;
- le jour où les scellés sont ouverts et éventuellement réapposés;
- la date de prise de connaissance de l'enregistrement, de sa transcription intégrale avec traduction éventuelle ou des copies des procès-verbaux, ainsi que le nom des personnes qui en ont pris connaissance;
- tous les autres événements qui s'y rapportent.

Le juge se prononce souverainement sur la demande du prévenu, de l'inculpé, de la partie civile ou de leurs conseils, de consulter les parties des enregistrements et des transcriptions intégrales déposés au greffe qui ne sont pas consignées dans un procès-verbal.

Art. 90<sup>octies</sup>. La mesure ne pourra porter sur les locaux utilisés à des fins professionnelles, la résidence ou les moyens de communication ou de télécommunication d'un avocat ou d'un médecin que si celui-ci est lui-même soupçonné d'avoir commis une des infractions visées à l'article 90<sup>ter</sup> ou d'y avoir participé, ou si des faits précis laissent présumer que des tiers soupçonnés d'avoir commis une des infractions visées à l'article 90<sup>ter</sup>, utilisent ses locaux, sa résidence ou ses moyens de communication ou de télécommunication.

La mesure ne peut être exécutée sans que le bâtonnier ou le représentant de l'ordre provincial des médecins, selon le cas, en soit averti. Ces mêmes personnes seront informées par le juge d'instruction des éléments des communications ou télécommunications recueillies qu'il estime relever du secret professionnel et qui ne seront pas consignés au procès-verbal conformément à l'article 90<sup>sexies</sup>, troisième alinéa.

Art. 90<sup>novies</sup>. Au plus tard quinze jours après le moment où la décision sur le règlement de la procédure est devenue définitive, le greffier avise par écrit, à la requête du procureur du Roi, toute personne ayant fait l'objet d'une mesure visée par l'article 90<sup>ter</sup>, de la nature de ladite mesure et des dates auxquelles elle a été exécutée.

Art. 90<sup>decies</sup>. Le Ministre de la Justice fait rapport annuellement au Parlement sur l'application des articles 90<sup>ter</sup> à 90<sup>novies</sup>.

Il informe le Parlement du nombre d'instructions ayant donné lieu à des mesures visées par ces articles, de la durée de ces mesures, du nombre de personnes concernées et des résultats obtenus. »

Art. 4. L'article 88<sup>bis</sup> du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 11 février 1991, est complété par les alinéas suivants :

« En cas de flagrant délit, le procureur du Roi peut ordonner la mesure pour les infractions visées aux articles 347<sup>bis</sup> ou 470 du Code pénal.

Dans ce cas, la mesure doit être confirmée dans les 24 heures par le juge d'instruction. »

De beschikkingen van de onderzoeksrechter, de verslagen van de officieren van gerechtelijke politie bedoeld in artikel 90<sup>quater</sup>, § 3, en de processen-verbaal die betrekking hebben op de tenuitvoerlegging van de maatregel, worden uiterlijk na het beëindigen van de maatregel bij het dossier gevoegd.

Art. 90<sup>septies</sup>. De communicatie of telecommunicatie opgevangen als gevolg van de maatregelen die zijn genomen met toepassing van de artikelen 90<sup>ter</sup>, 90<sup>quater</sup> en 90<sup>quinquies</sup>, wordt opgenomen. Het voorwerp van de maatregel en de dagen en uren waarop deze is uitgevoerd, worden opgenomen bij het begin en op het einde van iedere opname die erop betrekking heeft.

Iedere aantekening in het kader van de tenuitvoerlegging van de maatregelen bedoeld in het voorgaande lid door de daartoe aangewezen personen, die niet is opgetekend in een proces-verbaal, wordt vernietigd, met uitzondering van de integrale overschrijving van de opname. De voor de uitvoering van de maatregel aangewezen officier van gerechtelijke politie gaat over tot deze vernietiging en vermeldt dit in een proces-verbaal.

De opnamen worden samen met de integrale overschrijving, de eventuele vertaling en de afschriften van de processen-verbaal onder verzegelde omslag ter griffie bewaard.

De griffier vermeldt in een per dag bijgehouden bijzonder register :

- het neerleggen van iedere opname, alsook van de integrale overschrijving met de eventuele vertaling ervan;
- het neerleggen van ieder afschrift van proces-verbaal;
- de dag van de neerlegging ervan;
- de naam van de onderzoeksrechter die de maatregel heeft bevolen en het voorwerp ervan;
- de dag waarop de zegels zijn verbroken en in voorkomend geval opnieuw zijn gelegd;
- de datum van de kennisname van de opname, de integrale overschrijving met de eventuele vertaling ervan of van de afschriften van de processen-verbaal, alsook de naam van de personen die er kennis van genomen hebben;
- iedere andere gebeurtenis die erop betrekking heeft.

De rechter spreekt zich soeverein uit over het verzoek van de verdachte, de beklaagde, de burgerlijke partij of hun raadsman om delen van de ter griffie neergelegde opnamen en integrale overschrijvingen die niet zijn opgetekend in een proces-verbaal, te raadplegen.

Art. 90<sup>octies</sup>. De maatregel kan alleen betrekking hebben op de lokalen aangewend voor beroepsdoeleinden, de woonplaats of de communicatie- of telecommunicatiemiddelen van een advocaat of een arts, indien deze er zelf van verdacht worden een van de strafbare feiten bedoeld in artikel 90<sup>ter</sup> te hebben gepleegd of eraan deelgenomen te hebben, of, indien precieze feiten doen vermoeden dat derden die ervan verdacht worden een van de strafbare feiten bedoeld in artikel 90<sup>ter</sup> te hebben gepleegd, gebruik maken van diens lokalen, woonplaats of communicatie- of telecommunicatiemiddelen.

De maatregel mag niet ten uitvoer worden gelegd, zonder dat, naar gelang van het geval, de stafhouder of de vertegenwoordiger van de provinciale orde van geneesheren ervan op de hoogte is. Dezelfden zullen door de onderzoeksrechter in kennis worden gesteld van hetgeen volgens hem als communicatie of telecommunicatie onder het beroepsgeheim valt en niet wordt opgetekend in het proces-verbaal overeenkomstig artikel 90<sup>sexies</sup>, derde lid.

Art. 90<sup>novies</sup>. Uiterlijk vijftien dagen nadat de beslissing over de regeling van de rechtspleging definitief is geworden, stelt de griffier, op vordering van de procureur des Konings, iedere persoon ten aanzien van wie een maatregel bedoeld in artikel 90<sup>ter</sup> is genomen, schriftelijk in kennis van de aard van die maatregel en van de dagen waarop deze is uitgevoerd.

Art. 90<sup>decies</sup>. De Minister van Justitie brengt elk jaar verslag uit aan het Parlement over de toepassing van de artikelen 90<sup>ter</sup> tot en met 90<sup>novies</sup>.

Hij brengt het Parlement op de hoogte van het aantal onderzoeken die aanleiding gegeven hebben tot de maatregelen bedoeld in die artikelen, van de duur van die maatregelen, van het aantal betrokken personen en van de behaalde resultaten. »

Art. 4. Artikel 88<sup>bis</sup> van het Wetboek van Strafvordering, ingevoegd door de wet van 11 februari 1991, wordt aangevuld met de volgende leden :

« In geval van ontdekking op heterdaad kan de procureur des Konings de maatregel bevelen voor de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 347<sup>bis</sup> of 470 van het Strafwetboek.

In dat geval moet de maatregel binnen 24 uur bevestigd worden door de onderzoeksrechter. »

**Art. 5.** Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et à seule fin de prévenir les délits prévus par les articles 259bis et 314bis du Code pénal, réglementer la publicité, la vente, l'offre en vente, l'achat, la location, la détention, la cession, la fabrication, l'importation, l'exportation et le transport des appareils ou ensembles d'appareils conçus, fabriqués ou présentés comme permettant l'écoute, la prise de connaissance ou l'enregistrement de communications ou de télécommunications privées, en infraction avec les articles 259bis et 314bis du Code pénal.

**Art. 6.** Les infractions aux dispositions des arrêtés royaux pris en vertu de l'article 5 sont punies d'une amende de deux cents francs à vingt mille francs.

Les peines prévues au premier alinéa sont doublées si une infraction visée à cet alinéa est commise dans les cinq ans suivant le prononcé d'un jugement ou arrêt passé en force de chose jugée portant condamnation du chef d'une de ces infractions.

**Art. 7.** Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les agents commissionnés à cette fin par le Ministre des Affaires économiques, par le Ministre des Communications ou le Ministre qui a les Postes, Télégraphes et Téléphones dans ses attributions, sont compétents pour rechercher et constater par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire les infractions visées à l'article 6.

Les agents commissionnés en vertu du premier alinéa exercent les pouvoirs décrits aux articles 7 et 8 sous la surveillance du procureur général.

**Art. 8.** Les agents visés à l'article 7 peuvent, dans l'accomplissement de leur mission :

1. pénétrer, pendant les heures d'ouverture ou de travail, dans les ateliers, bâtiments professionnels, cours adjacentes et enclos y attenants, à l'exclusion du domicile privé, dont l'accès est nécessaire à l'accomplissement de leur mission;
2. procéder à cette occasion à toutes constatations utiles, se faire produire et saisir les documents, pièces, livres et objets nécessaires à leurs recherches et constatations.

Lorsqu'ils sont entravés dans l'exécution de leur mission, les agents visés à l'article 7 peuvent requérir la force publique de leur prêter main-forte.

**Art. 9.** Toute entrave mise à l'exécution de la mission des agents visés à l'article 7 est punie d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de deux cents à vingt mille francs ou d'une de ces peines seulement.

**Art. 10.** Sans préjudice de l'application de l'article 6, alinéa deux, de la présente loi, toutes les dispositions du livre Ier, du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées par les articles 6 et 9 de la présente loi.

**Art. 11.** L'article 4, c, de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radio-communications est remplacé par le texte suivant :

« c) si des radiocommunications qui ne lui sont pas destinées sont involontairement reçues, reproduire, communiquer à des tiers, utiliser à une fin quelconque ou révéler l'existence de telles communications, sauf dans les cas imposés ou autorisés par la loi. »

**Art. 12.** Dans l'article 112 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, les mots « de la présente loi et des articles 259bis et 314bis du Code pénal » sont insérés entre les mots « 111 » et « ne ».

**Art. 13.** § 1er. L'article 13 de la loi du 3 janvier 1934 relative à l'établissement des liaisons téléphoniques et télégraphiques souterraines ou aériennes pour les besoins de l'organisation défensive du pays est abrogé.

§ 2. Dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'article 111, 1°, les mots « ou du contenu » sont supprimés;
- 2° dans l'article 111, 2°, les mots « d'enregistrer » sont supprimés.

§ 3. L'article 5, alinéa premier, de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé est abrogé.

**Art. 5.** De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit en uitsluitend met het oog op de beteugeling van de wanbedrijven bedoeld in de artikelen 259bis en 314bis van het Strafwetboek regels stellen met betrekking tot de reclame, de verkoop, het te koop aanbieden, de aankoop, de verhuur, het onder zich hebben, de afstand, de vervaardiging, de invoer, de uitvoer en het vervoer van de toestellen of combinaties van toestellen die ontworpen of gemaakt zijn om het afluisteren, kennisnemen of opnemen van privé-communicatie of -telecommunicatie, in strijd met de artikelen 259bis en 314bis van het Strafwetboek, mogelijk te maken, of die als zodanig voorgesteld worden.

**Art. 6.** Overtredingen van de bepalingen van de krachtens artikel 5 uitgevaardigde koninklijke besluiten, worden gestraft met geldboete van tweehonderd frank tot twintigduizend frank.

De straffen gesteld in het eerste lid worden verdubbeld indien een misdrijf bedoeld in dat lid wordt gepleegd binnen vijf jaar na de uitspraak van het vonnis of het arrest houdende veroordeling wegens een van die misdrijven, dat in kracht van gewijsde is gegaan.

**Art. 7.** Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de ambtenaren die daartoe door de Minister van Economische Zaken, door de Minister van Verkeerswezen of de Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen, de Telegrafie en de Telefonie behoren, aangesteld zijn, bevoegd om de in artikel 6 omschreven misdrijven op te sporen en vast te stellen in een proces-verbaal dat geldt als bewijs zolang het tegendeel niet is bewezen.

De ambtenaren die overeenkomstig het eerste lid aanstelling hebben gekregen, oefenen de in de artikelen 7 en 8 bepaalde bevoegdheden uit onder het toezicht van de procureur-generaal.

**Art. 8.** De in artikel 7 bedoelde ambtenaren kunnen in de uitoefening van hun opdracht :

1. werkplaatsen, bedrijfsgebouwen, aanpalende binnenplaatsen en aangrenzende erven, met uitsluiting van de privé-woning, tijdens de openings- of werkuren betreden, wanneer zulks voor de vervulling van hun taak nodig is;
2. bij die gelegenheid alle dienstige vaststellingen doen, zich de documenten, stukken, boeken en voorwerpen die voor hun opsporing en vaststellingen nodig zijn, ter inzage doen voorleggen en in beslag nemen.

Wanneer de in artikel 7 bedoelde ambtenaren in de uitvoering van hun opdracht worden gehinderd, kunnen zij de openbare macht vorderen de sterke arm te verlenen.

**Art. 9.** Belemmering van de uitvoering van de opdracht van de in artikel 7 bedoelde ambtenaren wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot één jaar en met geldboete van tweehonderd frank tot twintigduizend frank of meer met één van die straffen alleen.

**Art. 10.** Onverminderd de toepassing van artikel 6, tweede lid, van deze wet, zijn alle bepalingen van boek I, van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII, en artikel 85, van toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 6 en 9 van deze wet.

**Art. 11.** Artikel 4, c, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberechtiging wordt vervangen door de volgende tekst :

« c) indien radioverbindingen die niet voor hem bestemd zijn, onopzettelijk worden ontvangen, zulke verbindingen weergeven, aan derden meedelen, voor enig doel gebruiken of aan hun bestaan enige bekendheid geven, behalve in de gevallen door de wet opgelegd of toegestaan. »

**Art. 12.** In artikel 112 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven worden tussen de woorden « 111 » en « zijn » de woorden « van deze wet en de artikelen 259bis en 314bis van het Strafwetboek » ingevoegd.

**Art. 13.** § 1. Artikel 13 van de wet van 3 januari 1934 betreffende het aanleggen van onder- of bovengrondse telefoon- en telegraafverbindingen voor 's Lands defensieve organisatie wordt opgeheven.

§ 2. In de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in artikel 111, 1°, worden de woorden « of van de inhoud » geschrapt;
- 2° in artikel 111, 2°, worden de woorden « op te nemen, » geschrapt.

§ 3. Artikel 5, eerste lid, van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective wordt opgeheven.

**Art. 14.** Les arrêtés pris en exécution de la présente loi sont préalablement soumis pour avis à la Commission de la protection de la vie privée, instituée par l'article 23 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 juin 1994.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

**Art. 14.** De besluiten genomen ter uitvoering van deze wet worden vooraf voor advies voorgelegd aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, ingesteld door artikel 23 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel; 30 juni 1994.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

F. 95 — 121

**12 JANVIER 1995.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 19 octobre 1972 relatif à l'exécution des articles 221, 223 et 227 du Code judiciaire

Le Ministre de la Justice,

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 221, 223, alinéa 2, modifié par les lois des 24 mars 1980, 23 septembre 1985 et 16 juillet 1993, et 227, alinéa 2, modifié par la loi du 16 juillet 1993;

Vu l'article 402ter de la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, inséré par la loi du 27 décembre 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 218 du Code judiciaire dispose que les jurés sont tirés au sort au cours du mois de janvier, dans la dernière liste des personnes inscrites au registre des électeurs;

Considérant dès lors que le présent arrêté doit être pris et publié dans les plus brefs délais,

Arrête :

**Article 1er.** L'article 1er de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1972 relatif à l'exécution des articles 221, 223 et 227 du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Le tirage au sort prévu par l'article 220 du Code judiciaire, est effectué une fois dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, du Brabant flamand et de Liège.

Il est effectué à deux reprises dans les provinces de Hainaut, de Limbourg, de Luxembourg, de Namur, du Brabant wallon et dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Il est procédé aux tirages au sort de la manière prescrite par cet article, au moyen de feuillets pliés en quatre et portant les chiffres de 1 à 10, déposés dans une urne. »

**Art. 2.** L'article 2 du même arrêté ministériel est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le formulaire que les électeurs sont tenus de remplir en vertu de l'article 223 du même Code est établi :

— conformément à l'annexe 1 du présent arrêté : dans les provinces d'Anvers, de Flandre orientale, de Flandre occidentale, du Limbourg et du Brabant flamand;

— conformément à l'annexe 2 du présent arrêté : dans les provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg, de Namur et du Brabant wallon;

— conformément à l'annexe 3 du présent arrêté : dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

— conformément à l'annexe 4 du présent arrêté : dans les arrondissements judiciaires de Verviers et d'Eupen. »

N. 95 — 121

**12 JANUARI 1995.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 oktober 1972 betreffende de uitvoering van de artikelen 221, 223 en 227 van het Gerechtelijk Wetboek

De Minister van Justitie,

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 221, 223, tweede lid gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1980, 23 september 1985 en 16 juli 1993, en 227, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op artikel 402ter van de wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, ingevoegd bij de wet van 27 december 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 218 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat in de loop van de maand januari, de gezworenen bij loting uit de laatste lijst van de in het kiezersregister ingeschreven personen worden aangewezen;

Overwegende derhalve dat dit besluit zo spoedig mogelijk moet worden genomen en bekendgemaakt,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het ministerieel besluit van 19 oktober 1972 betreffende de uitvoering van de artikelen 221, 223 en 227 van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De loting bedoeld in artikel 220 van het Gerechtelijk Wetboek heeft eenmaal plaats in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Vlaams-Brabant en Luik.

Zij heeft tweemaal plaats in de provincies Henegouwen, Limburg, Luxemburg, Namen, Waals-Brabant en het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

De lotingen geschieden op de in dat artikel bepaalde wijze door middel van in een bus geborgen in vieren gevouwen bladen met de cijfers van 1 tot 10. »

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde ministerieel besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. Het formulier dat de kiezers overeenkomstig artikel 223 van hetzelfde Wetboek dienen in te vullen, wordt opgesteld :

— overeenkomstig bijlage 1 van dit besluit : in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Vlaams-Brabant;

— overeenkomstig bijlage 2 van dit besluit : in de provincies Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en Waals-Brabant;

— overeenkomstig bijlage 3 van dit besluit : in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;

— overeenkomstig bijlage 4 van dit besluit : de gerechtelijke arrondissementen Verviers en Eupen. »